



Des étudiants engagés par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, dans le cadre de la Compagnie des travailleurs d'été, participent à des fouilles archéologiques dont le but est de mettre à jour des "maisons longues" indiennes vieilles de 300 ans. Ils aident ainsi le professeur William Finlayson, de l'Université Western Ontario, dans ses recherches sur l'histoire des Indiens de l'Ontario.

Au sujet de l'emploi et de la croissance du secteur privé, M. Cullen a dit que les disponibilités financières totales pour stimuler les occasions d'emploi de façon continue et pour soutenir la croissance économique s'accroîtraient de \$110,5 millions pour la présente année financière à \$247 millions en 1979-1980. Ceci aurait pour résultat de produire 46 100 années-travail d'emploi direct (ou équivalent) au cours de la prochaine année financière, contre 23 600 années-travail pour l'année en cours, soit près du double. L'augmentation dans ce secteur proviendrait pour la plus grande partie de mesures qui permettraient au Programme de crédit d'impôt à l'emploi de mieux aider les employeurs à créer des emplois et les personnes à la recherche d'emplois à trouver du travail. Une bonne partie viendrait aussi des \$70 millions qui seraient consacrés à la formation professionnelle. De cette dernière somme, \$20 millions iraient à la recherche, en collaboration avec les provinces, l'industrie et le travail, de mesures destinées à aider l'industrie à trouver certaines catégories de travailleurs pour lesquelles il existe de graves pénuries. \$20 millions s'ajouteraient au programme de formation en industrie, avec la collaboration de celle-ci et \$30 millions serviraient à défrayer le

coût d'un nombre accru de cours de formation professionnelle donnés dans des écoles techniques, là encore au bénéfice de l'industrie. Des subventions transférables seront préparées, a dit le ministre, au titre du salaire, de façon à stimuler le ré-emploi de personnes mises à pied à cause des perturbations économiques que va susciter inévitablement notre croissance future.

Engagement pris à l'égard des jeunes Canadiens

Un aspect important de la stratégie de l'emploi en 1979-1980 serait l'élaboration d'une stratégie destinée à accroître l'emploi des jeunes, au coût de \$225 millions en 1979-1980. "Nous élargissons notre Programme d'emploi d'été à l'intention des jeunes et nous allons augmenter nos débours en faveur de l'emploi et l'employabilité des jeunes de façon continue, lesquels passeront des \$14,5 millions prévus pour la présente année financière à \$110 millions pour l'année qui vient", a dit le ministre.

En 1979-1980, le gouvernement projette de mettre sur pied un Programme de formation et d'expérience professionnelles (PFEP), semblable à celui de l'an passé qui avait permis à plus de 20 000 jeunes de s'orienter et de recevoir une forma-

tion. Ce programme fournirait emploi et expérience à plus de 63 000 jeunes. "Nous utiliserons les prestations d'assurance-chômage, dans le cas de ceux qui y sont admissibles, pour payer le \$1,50 l'heure prévu en subvention, a dit M. Cullen. Le gouvernement paiera cette subvention dans le cas de ceux qui ne sont pas admissibles à l'assurance-chômage. Cette utilisation profitable des prestations d'assurance-chômage nous permettra de mettre sur pied un programme de \$55 millions dont seulement \$15 millions proviendront du Trésor et des contribuables.

"Nous n'attendons pas, cependant, jusqu'à la prochaine année financière pour mettre en marche ce Programme. Il débutera le 15 septembre 1978 et si nous pouvons, avec l'aide des milieux d'affaires, atteindre les objectifs du programme pour cette année, nos dépenses atteindront \$45 millions et même plus si l'appui que nous apporteront les employeurs le permet. Nous espérons voir 58 500 jeunes Canadiens de plus obtenir un emploi l'hiver prochain grâce à ce programme."

Vente de prêts hypothécaires

La Société centrale d'hypothèques et de logement a annoncé qu'environ \$122,8 millions de prêts hypothécaires avaient été vendus à l'appel de soumissions faites le 8 août. Cela représente environ 97,6 p.c. du montant total offert qui était de \$125,8 millions.

La SCHL recevra environ \$106 millions de cette vente.

Les acheteurs ont choisi de laisser l'administration des prêts à la SCHL sur environ 92 p.c. des prêts vendus.

Les prêts hypothécaires étaient assemblés en 161 listes de \$250 000, \$500 000, \$1 000 000 et \$2 000 000 chacune. 156 de ces listes ont été vendues.

Les listes incluaient un large assortiment de prêts à terme fixe, qui avaient des taux d'intérêt entre 6 et 9,5 p.c., des termes restant s'échelonnant jusqu'à 25 ans, et qui avaient été consentis sur des propriétés à travers le Canada.

Des banques à charte, des compagnies de fiducie, des compagnies de prêt, des compagnies d'assurance-vie, des membres de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, des courtiers en investissement hypothécaire et des caisses populaires ont participé à l'appel.